

**Témoignages d'anciens élèves
sur l'école-mission des Pères Blancs,
à Dogondoutchi, Niger**

Antoine de Léocour



Collection Arewa, Tarbiyya Tatali

**Témoignages d'anciens élèves
sur l'école-mission des Pères Blancs,
à Dogondoutchi, Niger**

Antoine de Léocour

Collection Arewa, Tarbiyya Tatali

Dédicaces

A notre fils Antoine

Bientôt un an !! Tu nous quitté si tragiquement ... Nous sommes très fiers de toi, de ce que tu as fait pour les populations africaines. Tu aurais voulu en faire plus, tu avais un tempérament de battant, sans jamais rien laisser au hasard, tu étais amoureux de l'Afrique. La folie meurtrière en a décidé autrement !!! De là où tu es, protège-les, ils ne t'oublieront jamais.

Thérèse et Patrick de Léocour

J'admire le chemin que tu as parcouru, Antoine, pour aider le peuple africain que tu aimais. Tu étais en bonne voie de réussir dans ton action. Mais le fanatisme et l'idéologie ont plongé notre famille dans le chaos et l'absurdité, et cette blessure ne guérira jamais.

Ta grande soeur, Anne-Sophie

Voilà bientôt un an que mon frère Antoine nous a quitté ainsi que son ami de toujours Vincent Delory. C'est avec une très grande émotion que j'accueille aujourd'hui cette brochure réalisée grâce au travail d'entretiens et de terrain mené par Antoine.

Emotion car elle est le reflet des qualités professionnelles et humaines d'Antoine et de ses valeurs profondes. Antoine était d'un naturel joyeux, c'était un bon vivant et un garçon très ouvert. Lorsqu'il se lançait dans une nouvelle aventure c'était toujours avec beaucoup d'enthousiasme et ce fut le cas lorsqu'il est parti, pour la première fois, au Niger. Sa soif de découvrir une autre culture était si forte qu'il n'avait aucune crainte.

Il était très respectueux des habitants et des coutumes et c'est ce qui lui a permis de bien vite s'intégrer et de s'attacher à ce pays. Il était dépourvu de tout préjugé ou stéréotype que l'on peut avoir en tant qu'occidentaux. Il avait cette faculté d'adaptation que bon nombre d'entre « nous » n'ont pas.

Cette brochure est également le témoin de son engagement et une trace indélébile de son passage au Niger. Son « cher Niger » était devenu son pays adoptif et ses amis étaient devenus ses frères. Ses choix professionnels l'ont obligé à partir en Centrafrique mais son cœur était resté là-bas auprès de la femme et du pays qu'il aimait.

Elle est enfin la preuve que ses amis et ses collègues ont à cœur d'honorer et d'entretenir sa mémoire et de continuer le combat pour le rapprochement et l'amitié entre les peuples dans le contexte mondial difficile que nous connaissons actuellement.

La mort d'Antoine est une véritable injustice, surtout quand on connaît les raisons de sa présence au Niger, ses qualités humaines et les valeurs qu'il défendait qui étaient à l'opposé de la violence et de la cruauté dont il a été victime.

Catherine de Léocour

Préface

Certains d'entre vous disent : "La joie est plus grande que la peine", et d'autres de soutenir : "Non, la peine est plus grande que la joie."

Mais moi je vous dis qu'elles sont inséparables.

Elles marchent ensemble, et quand l'une vient s'attabler seule avec vous, n'oubliez pas que l'autre s'est assoupie sur votre lit.

Khalil Gibran, Sur la joie et la peine

Présenter aujourd'hui cette brochure est à la fois peine et joie, indissolublement mêlées.

Peine car Antoine de Léocour, qui a réalisé l'enquête en 2008, dans le cadre d'un séjour solidaire avec Tarbiyya Tatali, est mort d'une balle dans la tête du côté de la frontière entre le Niger et le Mali le 8 janvier 2011, après avoir été enlevé la veille au soir en plein Niamey, au Maquis Le Toulousain par Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Il avait 25 ans. Les circonstances de sa mort et de celle de son ami Vincent Delory, venu le rejoindre au Niger à l'occasion de son mariage, ne sont pas encore élucidées. On sait cependant que l'armée nigérienne a cherché à arrêter la progression du convoi des ravisseurs, et perdu trois de ses membres, Aboubacar Amankaye, Abdallah Aboubacar, et Abdou Alfari, et qu'il y a eu aussi une intervention des forces armées françaises.

Joie car, malgré sa disparition, Tarbiyya Tatali a continué à creuser le sillon qu'il avait commencé à tracer et peut présenter, à l'occasion de l'anniversaire de sa disparition, un travail auquel il tenait beaucoup, son enquête sur l'école-mission de Dogondoutchi. Joie aussi à être témoins de la confiance que les personnes qu'il a interrogées lui ont manifestée, et de prendre connaissance de la manière nuancée et subtile avec laquelle ils s'expriment sur leur expérience à l'école-mission. Peine et joie, là encore : violence de l'arrachement à la famille et au village, mais fraternité et ouverture à de nouvelles potentialités personnelles et professionnelles.

Tarbiyya Tatali est un réseau d'associations au Niger et en France, créé il y a une quinzaine d'années, dont le but est l'auto-développement du peuple nigérien. Au Niger, le RAEDD (Réseau d'Actions Educatives pour un Développement Durable) analyse la situation locale, met au point les projets, mène les actions sur place. En France, l'AECIN (Association d'Échanges Culturels Ille-et-Vilaine Niger), les Amis du Niger et l'AESCD (Association d'Echanges Solidaires Cesson Dankassari) font connaître le Niger et les activités de Tarbiyya Tatali, et suivent les actions menées par le RAEDD. Toutes ces associations cherchent des partenaires pour les aider à financer et à mener à bien les projets. Les actions de Tarbiyya Tatali ont lieu certaines à Niamey, la capitale, mais surtout dans le département de Dogondoutchi, qu'on appelle aussi l'Arewa, à trois cent kilomètres de Niamey. Au départ cantonnées dans le

domaine éducatif, elles concernent désormais aussi la santé de la mère et de l'enfant, l'épargne féminine, les droits des femmes, l'accès à l'eau et les échanges culturels.

Avec la visibilité que nous donne notre site web et le bouche à oreille, les échanges culturels se sont développés rapidement dans le sens France Niger: de nombreux jeunes -et quelques retraités- nous contactent à partir de 2006 pour faire au Niger un séjour solidaire avec Tarbiyya Tatali. Nous leur expliquons les conditions : ils doivent prendre connaissance de nos activités, cibler celles qui correspondent à leurs goûts et à leurs compétences et définir avec nous leur projet. Ils devront prendre en charge entièrement leurs frais de voyage (sauf s'ils trouvent des organismes pour les financer, mais nous ne nous en occuperons pas nous-mêmes) et leurs frais de séjour, modiques, sur place. Pour un loyer modeste, nous fournissons le logement, une maison confortable. Dès 2007 une dizaine de séjours solidaires s'organisent avec nous, il y en aura une trentaine en 2010.

Dans la journée 2007, uniquement des filles, notamment Tifenn actuellement présidente de l'AECIN, Marine qui a rédigé le guide du stagiaire, et Isabelle, qui travaille sur les proverbes de l'Arewa pour son Master 2 professionnel "Migrations internationales : conception de projets en coopération pour le développement" à Poitiers. Lors de la soutenance d'Isabelle, Antoine, de la promotion suivante, est présent. Séduit par la démarche de Tarbiyya Tatali, il nous contacte et le courant passe très vite.

Voilà un extrait d'un courriel reçu pendant qu'Antoine commençait à définir son stage.

«Vous m'avez demandé de faire une proposition qui prenne à la fois en compte ce que je suis et ce que Tarbiyya-Tatali est. Les points de convergence entre mon profil et la philosophie d'action de votre ONG n'ont, en réalité, pas été difficiles à trouver.

Toute ma réflexion est partie du « rêve » de Tarbiyya-Tatali : « après une mauvaise rencontre entre le peuple nigérien et ses premiers colonisateurs, cruels et méprisants, qui s'est soldée par un désastre, nous travaillons à permettre une nouvelle rencontre basée sur l'échange et le respect mutuel, et la réconciliation de la population locale avec elle même ».

J'ai rédigé l'année dernière un mémoire de maîtrise d'Histoire contemporaine. De façon synthétique, voici ce que j'ai tenté d'étudier :

J'ai travaillé sur l'image des noirs véhiculée par une catégorie particulière de colons : les missionnaires (catholiques) ; autrement dit, sur l'ensemble des préjugés et stéréotypes coloniaux à l'époque de la conquête du continent africain (fin XIXe). Si mon sujet traitait plus particulièrement du Gabon et du Congo, mes résultats s'appliquent finalement à l'ensemble du continent. L'histoire de la colonisation se résume finalement à la rencontre de deux « Mondes » sans doute trop éloignés culturellement pour se comprendre. Mais l'idée sous-jacente qui a motivé l'ensemble de ce travail de recherche était bien sûr de montrer à quel point ces préjugés

ont influencé et influencent encore nos rapports avec le continent africain. Nous sommes (malheureusement) encore imprégnés de l'héritage colonial.

Ce mémoire m'a permis d'acquérir de solides connaissances sur l'histoire de la colonisation mais surtout de disposer d'une certaine capacité pour traiter un sujet aussi délicat.

Je souhaiterais poursuivre sur le même thème et voici précisément ce que je propose :

J'aimerais prendre mon sujet de mémoire à contre-pied et non plus étudier l'histoire de la colonisation du point de vue européen mais d'un point de vue longtemps négligé : celui des africains (avec, bien entendu, toute la difficulté qu'un tel travail sous-entend pour moi puisque je suis et serai perçu comme un européen).

L'idée est la suivante : je trouve qu'il serait intéressant d'étudier la tradition orale arewa et la façon dont cette rencontre a été vécue et est racontée depuis plus d'un siècle. Concrètement cela pourrait se traduire par un travail de restitution des histoires locales et par une rencontre des chefs de villages et des anciens. Comment l'histoire est-elle mise en scène ? Y a-t-il une volonté de perpétuer la mémoire locale ? De la même façon que les européens ont créé une image stéréotypée des africains, les africains ont construit une certaine image du colon, cette image continue-t-elle aujourd'hui d'influencer les rapports entre le Nord et le Sud ? (et plus concrètement la mise en place des projets de développement).

Ces questions permettent d'aborder le lien entre culture et développement (notion ô combien occidentale !).

Par ailleurs, une autre thématique qu'Isabelle évoque m'intéresse également. La culture arewa prend source dans la culture azna, une communauté animiste. Si la population s'est convertie à la religion musulmane, une minorité continue de pratiquer la religion de leurs ancêtres. Si cela n'a pas déjà été fait, une étude pourrait s'intéresser à la manière dont ces populations continuent d'entretenir ces rites. Je n'ai pas encore de problématique précise sur cette thématique mais je pourrais mettre à profit mes compétences acquises en cours d'anthropologie. Cela pourrait se faire sous forme d'une participation à un recueil ou d'un livre (comme pour le recueil de proverbes auquel Isabelle a participé).

Enfin, je souhaitais souligner l'intérêt que je porte à votre ONG. En effet, les projets que vous proposez (comme celui qu'Isabelle a mené) permettent de mener un travail à la fois de recherche (travail sur les proverbes) et de mise en œuvre de projets concrets (contribuer à un recueil). J'ai intégré ce master dans le but d'acquérir une expérience en milieu professionnel. Cependant, je suis également tenté de poursuivre en recherche. Vos activités de promotion de la culture arewa correspondent donc totalement à mes intérêts et pourraient me servir de tremplin pour un véritable travail de recherche. »

Le projet de travail sur l'école-mission, dont le but était d'entendre la parole des nigériens à propos de leur rencontre avec l'éducation française s'est alors tout naturellement dégagé et une liste de questions pertinentes à poser lors des entretiens a été mise au point avec Antoine. C'est le RAEDD, connaisseur de la situation locale, qui a identifié les interlocuteurs d'Antoine, et ceux-ci lui ont fait immédiatement confiance, vu que c'était le RAEDD qui leur demandait de lui parler.

Après son retour en France à l'été 2008 à l'issue de son stage, Antoine est revenu travailler au Niger comme employé d'ONG internationales et ses liens avec Tarbiyya Tatali se sont distendus. Jusqu'à son départ pour la Centrafrique, il était toutefois toujours prêt à accueillir à Niamey les autres « séjours solidaires ».

Nous avons revu Antoine à Niamey en novembre 2010, il nous a fait part des dangers qu'il courrait en Centrafrique et dit : *«Il est incroyable de voir qu'il existe encore en Afrique des endroits où il fasse bon vivre, comme à Niamey, où nous sommes si complètement en sécurité »*.

Quelques jours plus tard, alors qu'il revenait à Niamey pour se marier, il a été enlevé par AQMI, le 7 janvier 2011, et assassiné près de la frontière malienne, le 8.

Depuis, Tarbiyya Tatali a interrompu son programme de séjours solidaires, mais le RAEDD a renforcé son efficacité, notamment en recrutant des jeunes nigériens compétents. L'aide des amis français lui est toujours aussi indispensable.

Merci à Antoine qui a contribué aux échanges culturels entre le Niger et la France, notamment par son travail sur l'école-mission que nous présentons ici. merci aux dix anciens de l'école-mission qui lui ont fait confiance. Merci à tous ceux et toutes celles qui nous ont encouragés dans notre démarche ou qui ont relu et amélioré ce texte, en tout premier lieu la famille d'Antoine mais aussi Karimou Jean-Marie Ambouta, Joseph Seydou Allakaye, Saoude Ali Bida, Michel Coste, Tifenn Leclercq, Marie-Thérèse Le Forban, Henri Lombardi, Yvon Logeat, Habiba Maiyaki, Bruno Métivier, Bori Zamo.

Antoine, tu n'es plus là, mais notre combat pour l'amitié, la vérité, la justice et le dialogue entre les peuples continue.

*Mahamadou Saidou, Marie-Françoise Roy,
responsables des séjours solidaires de Tarbiyya Tatali en 2008.*

Cesson et Niamey, le 21 novembre 2011

Introduction

Nous présentons ici les résultats de l'enquête menée sur le terrain à Dogondoutchi et à Niamey par Antoine de Léocour, alors qu'il effectuait un séjour solidaire avec Tarbiyya Tatali. La précision des questions posées par Antoine, la confiance établie avec ses interlocuteurs font de cette enquête un élément précieux pour la connaissance du Niger et la formation d'une partie de ses élites. L'enquête menée par Antoine s'est déroulée d'avril à juillet 2008. Elle a consisté essentiellement en dix entretiens avec d'anciens élèves de l'école-mission de Dogondoutchi. Les entretiens ont fait l'objet d'une synthèse thématique présentée ici. Elle avait été commencée par Antoine en 2008 et a été finalisée en 2011 par Dominique Berlioz et Marie-Françoise Roy, membres de l'AECIN. Des fiches biographiques présentées en annexe, et entièrement rédigées par Antoine, permettent de mieux saisir l'importance de l'école-mission dans le parcours de chacun. Les photos présentées datent des années 1950, elles ont été prises par Jacques Allusson, administrateur de la France d'outre-mer.

Ce qu'était l'école-mission

En 1941, le Père Constant Quillard, un missionnaire de la Congrégation des Rédemptoristes, arrive à Dogondoutchi, dont le nom signifie « Grande pierre » en haoussa : « Je goûtais une joie, une paix extraordinaire. Il me suffisait de savoir que j'étais sur le territoire de Dogondoutchi. Quelque chose me disait que ce serait le premier poste de mission, que je dresserais là ma première paillote ». Créée en 1947 par les Rédemptoristes, l'école-mission de Dogondoutchi est, aujourd'hui encore, réputée dans tout le Niger pour avoir contribué à former la première génération d'intellectuels et de cadres du pays. Contrairement aux écoles publiques dont les élèves étaient, au départ, les fils des chefs de village - ou des habitants des quartiers proches de ces écoles, la mission a recruté en brousse les enfants des villages environnants, sans distinction. Sans ce passage par l'école-mission, aucun d'entre eux n'aurait été à l'école. C'est l'école-mission qui leur a permis de réussir. Si la plupart ont embrassé une carrière d'enseignant, d'autres sont devenus journaliste, administrateur, sous-préfet ou maître de conférence à l'université.

Chacun reconnaît et insiste sur la chance immense et le pur hasard qui l'a amené dans cette école. Suscitant la curiosité des enfants et l'inquiétude des

parents, les *barbus*, secondés par l'administration coloniale, ont recruté de force ces petits *broussards*, sans que les parents comprennent leurs objectifs. Beaucoup d'enfants ont fui, d'autres sont restés, s'adaptant tant bien que mal à leur nouvel environnement. Très vite, constatant la réussite des premières générations d'élèves, les parents, inquiets voire opposés au début, ont pris conscience de l'importance d'envoyer leur progéniture à l'école. De retour au village, les jeudis et aux périodes de vacances, *les enfants des blancs*, comme on les appelait, étaient choyés et bien souvent dispensés des travaux les plus rudes.

C'est avec émotion que chacun des dix anciens élèves évoque dans ces entretiens son passage à l'école. La vie réglée de l'internat, l'adaptation parfois difficile à la vie en communauté, la discipline et la sévérité des enseignants, les bagarres entre copains, les sorties au marigot, la petite pièce que l'on a reçue de la famille et que l'on partage avec son camarade, le tourniquet, les parties de foot, les séances de cinéma, les repas de fête le dimanche, la catéchèse etc.... Bien plus que de simples camarades, les anciens élèves de l'école-mission entretiennent entre eux des liens fraternels. Aujourd'hui encore, n'importe quel observateur averti constatera la force du lien qui les unit.

C'est en se plongeant dans leurs récits de vie aussi passionnants qu'instructifs que l'on comprend pourquoi, aujourd'hui encore, Michel Hamma Issa, Jean Maïdabo, François Daoura Waho, Ousman Dan-Lélé, Joseph Seydou Allakaye, Luc Maïdagi, Marc Elo, Karimou Jean-Marie Ambouta, Maïno Bétou, Serge Guero Bida, et tous leurs camarades de l'école-mission conservent entre eux un lien de fraternité aussi fort.

Les premiers contacts avec les Pères Blancs et le recrutement

Le recrutement des élèves à l'école-mission est un moment difficile. L'objectif était de scolariser les garçons de la campagne environnante dans un rayon de 20 à 25 km autour de Dogondoutchi, une distance considérable compte tenu des moyens de transports existants. La scolarisation des filles ne s'est développée qu'après l'arrivée à Dogondoutchi de religieuses de la congrégation des sœurs de Notre-Dame du perpétuel secours, en 1956.

Organisé en lien étroit avec l'administration coloniale, le recrutement des élèves était vécu dans la contrainte. Il y avait deux cas de figures. Dans certains villages, les missionnaires avaient déjà effectué des visites de contact. Ils étaient

connus des villageois et les enfants appréciaient notamment les friandises qu'ils distribuaient. En revanche, dans d'autres villages, les "barbus" comme on les appelait étaient totalement inconnus et leur arrivée, appuyée par les recruteurs de l'administration coloniale, était plutôt source d'inquiétude.

"Les villageois venaient à Dogondoutchi le jour du marché, le vendredi. C'était pour vendre qui un coq, qui une chèvre, qui un mouton, ils s'approvisionnaient en sel, en piment, et ils repartaient. Ils savaient seulement qu'il y avait une école dirigée par des blancs et qu' on amenait des enfants pour y être scolarisés. Mais ils n'avaient pas eu l'opportunité d'aller à la mission, de voir un blanc, ils étaient comme moi, ils ne savaient pas à quoi ressemblait le blanc." Ce qui prédomine , c'est d'abord l'obligation de laisser partir un de ses enfants, pour un but qui n'est pas expliqué, et la crainte de la sanction si on refuse. Un ancien de l'école précise *"c'est même parfois un recrutement dur, il faut passer par les gardes"*. D'autres racontent comment on a, en les cachant, tenté de se soustraire à cette obligation. Tous signalent la peur qui régnait lors de ces recrutements, le risque d'emprisonnement des parents en cas de refus. Un témoignage est ici éclairant : *" Voilà comment cela s'est passé. Les parents étaient réticents d'envoyer leurs enfants à l'école mais quand c'est devenu officiel, les chefs de village ont été contactés, ils ont reçu les listes et le jour J, ils nous ont emmenés devant la cour du chef de canton. De là, nous sommes partis à la sous-préfecture et de la sous-préfecture, le commandant a dit d'aller à la mission où ils vont choisir leurs élèves. Il y avait beaucoup d'élèves de brousse qui faisaient l'école buissonnière. Dans mon village, nous étions quinze recrutés, et je suis le seul à avoir passé le certificat. L'influence des parents était déterminante. Moi c'est mon père qui m'a, en quelque sorte, sauvé. Le seul conseil qu'il m'a donné c'est : "Tu as été recruté dans cette école, ils veulent faire de toi quelque chose, tu restes jusqu'à ce que tu ne puisses rien faire." En ce temps-là, les parents préféraient que leurs enfants aident aux travaux des champs que de les envoyer à l'école. "*

Les missionnaires s'intéressent aux traditions locales et cherchent à avoir des rapports harmonieux avec la population, y compris avec les représentants de la religion animiste, très présente dans la région de Dogondoutchi avec la Saraouniya à Lougou et le Baura à Bagaji.

Le dialogue ainsi créé a eu des effets bénéfiques. Baura Ganda Kassomou, grand père du maire actuel de Matankari, a ainsi encouragé plusieurs enfants de

Bagaji à se rendre à l'école-mission. Parmi eux, Bori Zamo, le président de l'antenne du RAEDD à Dogondoutchi.



Le Père Sage en conversation avec le Baura Ganda Kassomou à Bagaji , 3 décembre 1954

Ainsi, petit à petit, les rapports évoluent, deviennent plus confiants, les villageois se familiarisent avec les missionnaires, la scolarisation est acceptée, voire demandée. Les pères blancs font finalement l'objet de la reconnaissance et de l'estime de la population. Aller dans cette école devient un *"honneur pour la famille"* et une chance pour celui que le hasard a désigné. La réussite aux examens et la poursuite d'études valorisent la formation. L'obligation de scolarisation, *"Tous les enfants, en âge d'être scolarisés, dans un rayon de dix kilomètres de l'emplacement d'une école sont astreints à l'obligation scolaire,"* inscrite dans les textes et qui au départ forçait la main des parents et les privait de forces vives pour les travaux des champs est de mieux en mieux acceptée et comprise, même si le manque d'état civil et la connaissance approximative de l'âge des enfants

conduisent parfois à une scolarisation trop précoce. *"Quand on vient dans un village, on prend le bras d'un enfant on lui passe par-dessus la tête, s'il arrive à toucher son oreille, ça veut dire qu'il a sept ans."* Ce critère sommaire n'était même pas toujours respecté car il fallait remplir l'école et surtout scolariser des garçons dans tous les villages. C'est ainsi que l'un des enfants n'avait que cinq ans quand il a été arraché à sa famille : *" On leur a dit (aux gardes de l'administration coloniale) qu'il y a un garçon mais qu'il n'a que cinq ans. Ils ont dit que même si je n'ai que cinq ans c'est pareil, ils sont chargés de ramener quelqu'un et ils vont le faire."*

L'arrivée à l'école

Si peu d'anciens élèves se souviennent avec précision de leur premier jour à l'école-mission, tous décrivent l'arrivée comme un choc. Arrachés à leur famille et aux grands espaces, soumis à une discipline stricte, le changement est rude pour tous et intolérable pour certains qui ne parviennent pas à supporter ce qui leur est imposé et repartent au village. L'un d'entre eux a toutefois le souvenir précis de son arrivée. Ce devait être à la mi-journée car il est entré au réfectoire et il a vu des blancs qui mangeaient, assis à une grande table, et qui ne parlaient pas sa langue. Ensuite, ce fut le contact avec l'internat et le compagnonnage avec les autres internes. Le dépaysement était total et les enfants ne comprenaient pas ce qui leur arrivait. Certains parlent de sevrage pour qualifier cette séparation brutale de la famille, la rupture avec l'environnement de la brousse, l'arrivée en ville et la scolarisation dans un milieu exclusivement masculin. La rupture avec la mère était dure à supporter et certains ont fui, d'autres n'ont pas pu s'adapter. Pleurant sans cesse et refusant de se nourrir, ils ont fini par être reconduits au village. Dans tous les cas, l'adaptation a bien demandé plusieurs longues semaines. Évidemment ce sont les premières cohortes d'élèves qui ont eu le plus de mal car les suivants avaient bien souvent pour les réconforter la présence ou l'exemple de leurs aînés. En effet, pour rompre leur isolement, les internes se regroupaient souvent en fonction de leur appartenance géographique, les grands protégeant les plus jeunes "de la même zone".

La vie à l'internat

Le rythme de vie des internes de l'école-mission est parfaitement réglé. Le matin, lever, toilette, prière et petit déjeuner puis gymnastique et cours, déjeuner puis

reprise des cours de 16 à 18 heures, puis dîner et travail personnel, parfois visé par les pères. Ce rythme ménage des temps de détente, les récréations et les temps de détente après les repas. *"Après la boule, le midi, on restait soit à réviser les leçons soit à bavarder et à piailler sous les arbres".*

La nourriture n'est pas très variée. *"Il y avait la boule, régulière, tous les jours, c'était comme ça, réglé comme sur papier à musique. Il y avait la boule. Evidemment, on se servait après la hiérarchie. Les chefs se servaient, la partie renfermant le plus de lait était réservée au chef d'équipe et le reste au groupe. Le soir à la fin de l'école on revenait. On sonnait le repas. Le repas c'était aussi toujours sensiblement la même chose, la pâte de mil avec la sauce feuille baobab, alterné – le soir, car le midi celà ne changeait jamais- avec du woandzou ou du niébé bouillis à l'eau."*

En fait, ce régime alimentaire n'est autre que l'alimentation traditionnelle des nigériens, encore répandue aujourd'hui. La boule, du mil délayé dans du lait, éventuellement pimentée ou sucrée, se mange froide le midi, à la maison ou aux champs. La pâte de mil est une sorte de polenta, bien compacte, accompagnée d'une sauce au goût relevé qui se mange chaude et est habituelle au diner. Le woandzou est une sorte de pois local, et le niébé est une légumineuse qui contient des protéines, de la vitamine B, et de l'amidon ainsi que du fer, du zinc et du calcium, qu'on appelle parfois la viande du pauvre.

Comme dans tous les internats, il y avait moyen pour les plus débrouillards d'améliorer l'ordinaire. L'huile était recherchée et comme dit l'un des anciens de l'École on pouvait en avoir en faisant de menus travaux et en étant bien avec le cuisinier. Les tourteaux d'arachide étaient appréciés car une fois pilés on pouvait les mâcher et en tirer une substance nourrissante. Le jeudi, les enfants qui habitaient trop loin pour rentrer chez eux, allaient en brousse chercher du bois et ils en profitaient pour trouver des fruits ou d'autres aliments.

Le repas du dimanche était beaucoup plus consistant, il y avait toujours de la viande, notamment du porc, élevé sur place. C'était un jour de fête que certains attendaient avec impatience.

Les internes, éloignés de leurs familles, avaient des pécules plus modiques que les externes qui avaient, chaque jour, de quoi acheter des beignets ou d'autres gourmandises pour la récréation. L'argent que le petit broussard avait rapporté en revenant de vacances fondait vite pour ceux qui ne rentraient chez eux que tous les trois mois. Certes, l'essentiel était fourni par l'école-mission mais les enfants

guettaient néanmoins le jour du marché car il leur arrivait de rencontrer à cette occasion quelqu'un de leur village qui leur donnait quelques petits subsides.

Pour la vie quotidienne, les internes étaient organisés en équipes, avec chef et sous-chef d'équipe, des élèves plus âgés. Ils logeaient dans des dortoirs par groupe de dix. Chacun disposait d'une paillasse et d'une couverture. Selon la saison, les enfants dormaient dehors ou à l'intérieur. L'organisation de la vie était sinon militaire du moins rythmée par des coups de sifflets, bref c'était la vie d'un pensionnat ; c'était dur pour les petits broussards qui devaient apprendre à respecter les horaires. Ainsi, après le lever vers 6 heures du matin, *"le matin on se lève, on plie le drap, on met sur le placard, on plie les nattes, on les met contre le mur"* c'est la toilette *"Quand on se lève le matin, on va se baigner, on va tous comme ça, 10, 10, 10, dans le bassin, 10 10 10 dans le bassin. Aussitôt que vous sortez, vous courez, aussitôt sorti du bassin, vous faites la course au terrain."* La journée terminée *"on revient à l'internat et ce sont des petits jeux."* Mais l'exigence scolaire et éducative n'est jamais bien loin *"De temps en temps le père vient vers nous, à l'internat ou bien dans les cours, il contrôle ce que nous faisons."*

Pour ceux qui avaient la chance de pouvoir rentrer en fin de semaine dans leur famille, il fallait revenir le lundi *"de très bon matin, la consigne était d'arriver avant 8 H à l'école, et c'était au pas de course"*.

A l'école-mission la prise en charge des élèves était totale, les familles n'avaient aucun frais de scolarité et on ne leur demandait rien ni pour la nourriture ni pour l'entretien des élèves. *"Nos parents ne fournissaient rien. Tout était fourni par la mission... tout. De temps en temps, quand ils viennent le vendredi ou quand nous nous allions au village, on peut nous donner quelques piécettes, de quoi dépenser pendant la récréation et c'est tout."*

Le rythme de la vie était, à peu de choses près, celui d'un internat français et les vacances scolaires étaient les mêmes qu'en France. Il y avait une semaine de congé pour Noël puis le rythme hebdomadaire reprenait jusqu'à Pâques. Le retour au village pour ceux qui étaient les plus éloignés et ne rentraient pas souvent était long et difficile et a laissé dans l'esprit des anciens élèves des souvenirs très vifs. Certains venaient de villages éloignés de plus de 30 kilomètres. Un ancien élève se souvient: *«Il y avait un certain Mali, depuis son village jusqu'à l'école, les gens le portaient au dos, jusque-là... Alors ça nous a beaucoup marqué.»* Les enfants

partaient dès la fin des cours et marchaient pour certains toute la nuit et une partie de la journée. *«On prenait la route, on allait en petit groupe, on était à peu près une dizaine de la région de Bagaji. On formait un petit noyau, on se serrait les uns contre les autres, avec cela on n'avait pas peur. La nuit on faisait le parcours. On arrivait après Matankari généralement au lever du soleil ce qui veut dire qu'on a parcouru déjà une bonne quinzaine de kilomètres, ce qui veut dire qu'on quittait tôt, parce que pour des enfants de six ans ... Avant d'arriver à Bagaji, le soleil était un peu haut. On avait soif. Il fallait passer aux puits boire de l'eau ou dans les villages. Puis on se scindait en petits groupes, chacun selon son village, quand il arrive près de son village, il dévie et le groupe continuait. Les plus éloignés c'étaient ceux qui restaient en dernier lieu, c'étaient ceux vers Doubalma, les Maïno Zanguena. C'est eux qui restaient les derniers vers Kollefo.»* Pour les plus chanceux et surtout pour les tout jeunes, le retour se faisait parfois à dos de cheval. La difficulté et la lenteur des déplacements expliquent la fascination qu'exerçaient sur les élèves les véhicules motorisés dont disposaient les Pères de la mission. Les enfants pensaient que la moto ou la jeep de la mission marchaient toutes seules en quelque sorte : *"On pensait que ces deux engins pouvaient aller à la poste – parce que ces deux engins allaient pratiquement tous les jours à la poste- et on était convaincu qu'il suffisait de les mettre en marche et ils allaient et revenaient d'eux-mêmes pour ramener le courrier."*

L'enseignement faisait beaucoup appel au par cœur et certains anciens se rappellent, non sans humour, les contresens qui pouvaient se produire dans la compréhension de ce que l'on faisait réciter. Certains disaient *« Gare à toi Seigneur »* au lieu de *« Gloire à toi. »*

Ce qui frappe aussi dans les témoignages sur la vie à l'école, c'est l'esprit de groupe qui se forgeait au fil des années. Enfants de la ville et broussards apprenaient à se connaître même si les liens entre internes étaient beaucoup plus forts. Certains se souviennent des facéties assorties d'expressions créées de toutes pièces comme " le ballon a faim " qui donnaient le signal d'un jeu assez peu honnête qui consistait lors de la récréation à faire en sorte que le ballon tombe sur un étal provoquant la dispersion des vendeuses et permettant du même coup aux petits élèves de profiter gratuitement d'un petit butin ! D'autres évoquent encore de petites ruses pour obtenir du rab de nourriture.

En bref, grand choc culturel pour ces petits enfants arrachés très tôt à leur famille et soumis à une éducation stricte mais aussi souvenir d'une grande fraternité acquise par leur expérience de l'école-mission.

Les relations entre élèves et enseignants

"Il y en avait qui étaient très bien qui aimaient vraiment les enfants, et avec lesquels on pouvait même rire, qui étaient un peu comiques mais la majorité c'était des relations de terreur entre le maître et son élève." Ce témoignage résume bien les relations qui régnaient dans l'école-mission entre les enseignants, les maîtres, auxquels on devait obéissance, et les élèves. La crainte physique du maître, des châtiments corporels est omniprésente dans les témoignages, même si certains tempèrent leur jugement en disant que c'était dans l'esprit du temps et que le résultat était là puisque les élèves qui sortaient de cette école surpassaient les autres par leurs connaissances et la qualité de leur formation. Sauf exception, l'enseignement n'était pas prodigué par les Pères. Les enseignants étaient, du moins au début et pour les petites classes, des africains venus de pays avoisinants puis, plus tard, d'anciens de l'école-mission. Les relations avec les enseignants sont une chose, les relations avec les Pères en sont une autre. Les enfants ne voyaient ces derniers que pour le catéchisme, ou encore le Dimanche ou lors des fêtes religieuses. A l'exception du père Sage, l'homme-orchestre de la mission qui s'occupait entre autres choses de la mécanique et des engins qui les fascinaient tant, les enfants n'avaient pour ainsi dire aucune relation avec les Pères qu'ils saluaient très respectueusement quand ils les rencontraient. Outre les activités proprement religieuses, les souvenirs évoqués sont ceux des bonbons et des gâteries jetés les jours de fêtes, occasion de joyeuses bousculades.

Certains des enseignants logeaient dans l'école-mission et pour eux les élèves étaient corvéables. Ainsi les punitions, très développées dans le système d'enseignement, n'étaient pas rares non plus dans la vie quotidienne. La soumission et l'obéissance des élèves étaient requises et ceci d'emblée, alors même que le nouvel arrivant ignorait tout de la langue des maîtres et avait souvent du mal à comprendre ce qu'on lui disait. Mais la chicotte aidant, l'apprentissage était rapide. On avait intérêt à s'adapter si l'on voulait échapper aux coups ! Tout se passait en français. Qu'il s'agisse des contacts avec les enseignants ou de l'enseignement proprement dit, seul le français était autorisé. L'immersion était donc totale pour le nouvel arrivant, d'autant que les enseignants, même quand ils

étaient originaires d'autres pays d'Afrique (Togo, Bénin ou Burkina), ne connaissaient pas la langue locale, le haoussa. La pratique constante du français s'imposait donc et l'utilisation des langues nigériennes était réprimée. C'était d'ailleurs également le cas dans les écoles en France où les langues locales, qualifiées de patois (le breton, l'occitan) étaient interdites. Les enseignants, dit un ancien de l'école *"sont bleus en langue locale au Niger, comme nous, nous sommes bleus vis-à-vis du français. Tout était en français, du début à la fin. Tu débarques, le maître va s'adresser à toi en français, tu n'as qu'à te débrouiller pour comprendre ce qu'il te dit."* Le ton est donné : après le bain culturel de l'internat, le bain linguistique de l'enseignement. La méthode est sans nuance et rude mais donne des résultats pour ceux qui peuvent s'adapter.

Disons que, si l'on en croit les témoignages, l'enseignement se faisait surtout à coup de trique. Mieux vaut comprendre et apprendre si l'on veut éviter la chicotte ou les coups de règles des autres élèves. *"Si l'élève ne se donnait pas la peine d'apprendre ses leçons, on tapait fort, à l'époque, c'était comme cela qu'il fallait résoudre les problèmes, c'était autorisé. Quand en classe le maître vous pose une question, si vous répondez mal, il demande à tous les élèves de la classe de vous donner chacun un coup de règle métallique"*. Mais le résultat est là. L'enseignement était reconnu comme efficace, *"Lorsque nous partions aux examens, à coup sûr, l'école-mission était la première parce que l'enseignement était sérieux."* Les élèves de l'école-mission étaient, si l'on en croit les témoignages, nettement mieux instruits que les autres, plus à l'aise dans la manière de s'exprimer en français mais la méthode était très contraignante et fondée sur la crainte de la punition.

D'une manière générale, le respect des élèves pour leurs maîtres était lié à une crainte généralisée. Le terme de terreur revient souvent quand les anciens évoquent cette période même si certains tiennent à préciser que cette terreur était plus le fait des enseignants que des Pères. Le temps aidant, les bons souvenirs et surtout la qualité des résultats dominant, la dureté de l'enseignement étant perçue comme une sorte de mal nécessaire à la réussite. C'était une bonne école gratuite, où les enfants n'étaient pas plus de trente par classe alors qu'aujourd'hui à l'école publique les classes sont surchargées et l'école privée, onéreuse, n'est pas toujours d'un bon niveau.

Les relations entre élèves

L'internat était un lieu où se jouaient des relations très fortes entre les élèves, relations de pouvoir mais aussi de fraternité. Comme dit l'un des anciens interviewés : *"C'était bon enfant mais il ne faut pas se faire trop d'illusions"*. Il y avait certes un esprit de groupe et un sentiment d'appartenance fort mais à l'intérieur du groupe les rapports étaient complexes entre grands et petits, protecteurs et protégés. L'esprit de groupe était favorisé par les jeux collectifs mais, même là, on ne faisait pas de cadeau aux moins doués. En dehors du foot, les enfants avaient inventé des jeux un peu sommaires qui tous développaient l'agilité et la rapidité mais qui se soldaient pas des chutes douloureuses ou des coups malveillants pour ceux qui n'allaient pas assez vite. La rudesse de l'apprentissage n'était jamais loin du plaisir du jeu. Et puis l'apprentissage de la vie sociale était bien là, avec la constitution de petits groupes de quatre ou cinq enfants liés à un leader suffisamment fort et astucieux pour protéger sa petite bande et à qui *"Il faut répondre au doigt et à l'œil, sinon attention la punition"*. Ces petits groupes de copains pouvaient aussi bien assurer une défense mutuelle que s'entraîner à chaparder ou à faire des sales coups. Les élèves ne se faisaient pas de cadeaux et faisaient ainsi très tôt l'expérience des rapports de force. Les liens forts créés par six ou sept années de vie commune avaient même donné lieu à une expression, le "frairisme", pour désigner une fraternité intense et parfois intime entre certains élèves. Tous insistent sur la force des liens qui faisait que l'internat devenait une sorte de famille du fait de la promiscuité et de la vie commune partagée. Tout laisse penser qu'il s'agissait le plus souvent de relations fraternelles, d'assistance mutuelle mais parfois il devait y avoir entre les élèves des relations plus intenses puisque plusieurs anciens parlent de couples qui se formaient et d'attitudes susceptibles d'avoir ultérieurement des conséquences négatives. Derrière ce "frairisme" il y avait donc parfois plus que de la fraternité ou de la franche camaraderie. Comme dit l'un des anciens *"Cet aspect de jeunes enfants qui commencent à grandir et qui développent des relations comme d'homme à femme, c'est important"*. Un ancien élève évoque les relations bizarres qu'il a pu constater entre des chefs d'équipes et d'autres élèves plus jeunes. *"Aujourd'hui je m'interroge encore. Ce qui est sûr, ce n'est pas des femmes, c'est des garçons mais jolis que les surveillants prennent et on ne sait pas ce qui se passe."* La question est évoquée par plusieurs anciens élèves ce qui ne laisse guère de doute sur la réalité de relations homosexuelles qui se développaient dans la vie

de l'internat entre certains élèves. Certains pensent que cette dérive venait de l'absence de "tuteur" adulte dans l'organisation de l'internat.

Quoi qu'il en soit de cette rudesse, des brimades et des mauvais coups ce qui reste au fil des ans chez les anciens de l'école-mission c'est un fort sentiment d'appartenance et le souvenir d'une expérience unique et inoubliable. Pour reprendre ce que dit un des anciens interrogés *"En tout cas, les grands arrivaient à régler les problèmes. Il y avait des petits châtiments mais on arrivait quand même à supporter. Chaque fois qu'on se revoit, on en reparle, ça fait rire"*.

La catéchèse

La raison d'être de l'école-mission était d'abord l'enseignement mais il y avait aussi, surtout pour les internes, la volonté de faire des petits broussards de bons chrétiens, dans un contexte où la population était animiste dans les campagnes et déjà islamisée dans les villes.

La vie quotidienne de l'interne était rythmée par le rituel catholique, les prières du matin et du soir, le quart d'heure quotidien de catéchisme et l'assistance régulière à la messe et pas seulement le dimanche. Les internes ressentaient l'enseignement et la pratique religieuse comme une obligation. *"On était nourris, blanchis, logés, ne pas faire ce que les Pères proposaient aurait été de l'ingratitude"*. La conversion commençait par un changement de prénom. Les enfants recevaient des prénoms chrétiens que la famille accommodait ensuite pour leur donner une consonance plus nigérienne.

Il y avait naturellement la possibilité de se faire baptiser mais cela supposait le consentement des intéressés, un cheminement personnel, et n'avait pas lieu pendant les études primaires. L'un des anciens qui est resté chrétien, ce qui n'est pas le cas de tous, souligne qu'il s'est fait baptiser bien après l'école-mission, alors qu'il était au lycée. Disons que les enfants étaient libres mais qu'il y avait une incitation forte *"on nous faisait miroiter une religion nouvelle"*. En général, le baptême était proposé aux enfants de 4ème et leur famille ne pouvait pas s'y opposer.

Le scoutisme jouait un rôle important. «Après l'école on faisait le scoutisme, on partait dans les villages pour faire le camp de brousse, le camp de feu et on revenait. Moi qui vous parle, j'ai été baptisé le 20 mai 1956 et j'ai fait ma promesse scout le même jour.» Il était aussi possible de faire sa promesse scout sans être baptisé, c'est notamment le cas de l'auteur de théâtre nigérien bien connu, Yazi Dogo.



Promesse scoute à la mission catholique de Dogondoutchi.

Le Père Sage bénit un jeune novice (6 mars 1955)

Ce prosélytisme catholique lié à l'école-mission n'a pas eu tellement d'effets durables sur le plan religieux et, à Dogondoutchi, la religion dominante est actuellement l'Islam.

Le retour au village et les relations avec les camarades et la famille

C'est un thème sur lequel les anciens interrogés par Antoine de Léocour se sont exprimés volontiers. En effet, le passage à l'école-mission n'a pas seulement changé leur vie, il a été aussi un élément central de la vie des familles et des villages.

Ce qui frappe dans les témoignages c'est qu'on affirme que non, cela n'a rien changé dans les relations avec les autres enfants du village, que les relations avec la famille et les camarades sont restées les mêmes et pourtant on constate que peu à peu l'écart s'est creusé et un fossé s'est créé entre ceux qui avaient fréquenté l'école " *les enfants de blancs*" ou même "*les petits blancs*" et ceux qui étaient restés au village. Les enfants, de retour au village, n'ont pas conscience, surtout les premiers temps, d'avoir changé mais c'est l'attitude des villageois qui change progressivement à leur égard. L'été par exemple, dans les champs, on les exempte des travaux difficiles. Ils sont choyés et deviennent la "coqueluche" du village surtout lorsqu'ils rapportent des jouets gagnés en récompense de leur bon travail. Les proches voient rapidement le bénéfice que l'on peut tirer d'avoir un fils instruit, qui sait lire les lettres, ce qui dispense de recourir à l'administration coloniale. Ceci explique que l'hostilité initiale envers l'école se transforme peu à peu en engouement. On constate aussi que l'instruction donne d'une certaine façon aux enfants instruits, un ascendant sur leurs parents, au point que, quelques années après, certains parviennent à surmonter les réticences des pères à envoyer les filles à l'école. Peu à peu, les familles et les élèves eux-mêmes comprennent que leur instruction change leur statut social. L'enfant instruit devenu adulte est une source de richesse et de respectabilité pour sa famille. De paysans ils sont devenus fonctionnaires avec tout ce que cela représente en termes d'image et d'avantages. Mais on sent bien dans leurs témoignages combien est grand le désir du maintien de la cohésion initiale du village et de la famille. Cette différence de statut est parfois difficile à supporter pour ceux qui ont eu la chance de réussir. Le poids de la structure sociale est lourd à porter car on attend beaucoup d'eux. *"J'ai envie d'aller au village mais il y a un peu d'embêtement. Quand vous allez là-bas le problème, c'est que tout le monde s'attend à ce que vous rameniez de l'argent et tout cela. Il faut se préparer pour aller alors que moi je suis père de famille. Quand ils ont des problèmes, ils viennent me trouver ici et j'arrive à les satisfaire plus ou moins. Si c'est pour les voir de temps en temps, j'envisage d'y aller mais il faut bien que je me prépare et là je fais le tour de tout le monde là-bas."* Si

l'entraide est perçue comme naturelle, elle devient parfois insupportable pour certains, tant les sollicitations sont fortes et constantes.

Parcours scolaire, vie professionnelle, engagement personnel

Peu d'élèves arrêtaient leurs études après le certificat. La plupart, une fois passés le certificat d'études et le concours d'entrée en 6ème, suivaient des parcours différents. L'orientation était sélective, l'accès aux établissements se faisant souvent sur concours. Toutefois, la mission et d'autres congrégations installées dans cette région d'Afrique s'arrangeaient pour que les bons élèves restent à leur disposition. Une grande majorité était orientée vers Bohicon, situé dans ce qu'on appelait alors le Dahomey, où une école normale privée, tenue par des canadiens, formait les futurs instituteurs. Ceux qui étaient envoyés là-bas devenaient instituteurs car en contrepartie de l'enseignement reçu, ils avaient l'obligation d'enseigner dans les missions pendant au moins trois ans. D'autres, qui sont aussi devenus enseignants, ont suivi leur formation dans les écoles d'État au Niger. Et puis il y a ceux, les plus brillants qui ont réussi à intégrer le collège Moderne et Classique de Niamey. Un ancien raconte comment les meilleurs éléments étaient l'objet de pression pour rester dans le circuit de l'enseignement catholique voire devenir prêtres, alors même qu'ils auraient pu, sans quitter le Niger, bénéficier d'une excellente formation en allant à Niamey.

Hormis l'enseignement, c'est dans l'administration au sens large que les anciens de l'école-mission ont trouvé des emplois. L'un d'entre eux a opté pour un travail dans le cadre du syndicat des personnels de l'élevage. Il s'est engagé dans un parti politique, le MNSD, a pris des responsabilités dans sa commune et s'est investi comme président de parents d'élèves. D'autres ont été préfets ou ont travaillé dans des ministères.

Il est clair que le passage à l'école-mission a changé leur vie. Qu'ils soient devenus cadres administratifs, fonctionnaires voire hauts fonctionnaires ou qu'ils se soient engagés de manière plus active dans la vie communautaire, aucun des anciens de l'école n'est retourné travailler la terre.

Questions autour de la religion et la culture

Le passage par l'école-mission a été, on l'a vu, un choc affectif et culturel. Non seulement les petits broussards sont allés à l'école et à l'école du blanc mais ils ont été christianisés alors même que, enfants du village et non de la ville, leur religion

était animiste. Il est intéressant d'interroger les anciens sur la manière dont ils ont vécu cette acculturation et ce qu'ils en pensent aujourd'hui.

Ce qui domine dans les témoignages des uns et des autres c'est la volonté de tolérance religieuse aussi bien entre le Christianisme et l'Islam qu'entre les religions du Livre et la religion coutumière animiste qui reste pour tous le socle de leur identité et qui mériterait d'être préservée. Parmi ceux qui ont été interrogés certains revendiquent encore leur foi chrétienne mais d'autres rapportent qu'ils se sont éloignés de la pratique religieuse ou se sont convertis à l'Islam." *Il y a quelques cas parmi nous qui ont quitté le catholicisme pour la religion musulmane, on n'est pas nombreux, la plupart de ceux qui sont passés par la mission ont conservé la religion chrétienne.*" Toutefois la génération suivante est devenue musulmane "sous la pression de la famille". L'Islam dont le développement est perçu comme inexorable n'est pas comme le Christianisme une religion importée, totalement étrangère, la religion du blanc. L'Islam est une religion présente en Afrique de longue date. "L'Islam est parvenu par les commerçants dans les villages, petit à petit. Le christianisme est arrivé avec le Blanc". Certains considèrent d'ailleurs que l'Islam est une sorte de prolongement du Christianisme puisque disent-ils, il s'appuie sur la Bible. Mais il est clair que la pression sociale et sans doute l'urbanisation jouent en faveur de la religion musulmane. "J'en connais plein qui sont devenus musulmans. Non pas parce que c'est un choix, ils n'ont pratiquement pas choisi, pour être tranquilles vis-à-vis de la société, et c'est tout." L'hostilité au christianisme, considéré comme étranger à l'Afrique, est une réalité qui touche par exemple parfois ceux qui ont un prénom à consonance chrétienne. Le développement de la religion musulmane, même s'il s'agit parfois d'une conversion de façade, expression d'un conformisme social, se fait aussi au détriment de la religion animiste, ciment social traditionnel de la population de l'Arewa. Ainsi se fait jour une interrogation plus fondamentale : celle du devenir de la religion coutumière, de cet animisme qui fait l'originalité et l'identité de la culture de l'Arewa, et dont tous redoutent la disparition. Ce qui est en danger, à Dogondoutchi, et même à Lougou et à Bagagi, c'est la religion animiste azna, avec ses croyances et ses rites si présents dans cette région du Niger. L'animisme semble promis à une mort lente mais inéluctable.

A l'école-mission déjà tout ce qui relevait de la culture traditionnelle était dénigré. Les séances de bori par exemple, un culte de possession avec transes, étaient l'occasion de fêtes appréciées dans les villages, toujours accompagnées de musique et de danses. Mais l'école-mission l'interdisait à ses élèves. "Toujours est-

il qu'ils nous parlaient très mal de l'animisme. Par exemple, quand il y a une séance de bori dans le village on ne nous permettait pas d'aller en spectateur. Quand vous êtes surpris vous êtes châtié." Ce discours portait au point que certains enfants avaient honte de ces pratiques quand ils revenaient au village et allaient même jusqu'à détruire des objets rituels.

Pour résoudre cette tension certains sont tentés par une sorte de synchrétisme. Entre Dieu et les hommes, il y a toujours des intercesseurs et au fond, peu importe leur nom, Jésus, Mahomet ou le Baura, prêtre animiste de Bagaji. D'autres, perçoivent clairement que c'est le polythéisme qui se trouve condamné, même s'il existe encore. *"Même la religion chrétienne elle dit, "c'est pas bon, pour quelqu'un qui a deux dieux ou trois dieux comme ça, c'est pas bon"! Mais ils font quand même !"* Certes, les pratiques ne sont plus interdites comme c'était le cas à l'école-mission mais elles sont souvent mal considérées et surtout, le nombre des adeptes se réduit inexorablement du fait de la pression sociale et de l'urbanisation. *"Il y a l'influence de la religion, toujours toujours l'influence. "Un tel ne prie pas, ce n'est pas bon." Quelqu'un qui ne prie pas il est méprisé."* « Prier » est toujours entendu comme accomplir la prière musulmane, les demandes faites aux divinités du panthéon animiste ne sont pas appelées « prières ». Les nouvelles générations ne sont plus accessibles aux anciennes coutumes et la relève n'est pas assurée. Les sanctuaires et les rites traditionnels sont délaissés, le vocabulaire même est péjoratif, on parle de diable au lieu d'évoquer les divinités traditionnelles. *"Que voulez-vous, vraiment ça risque de disparaître. Les diables là, les choses là il n'y a que les femmes et quelques hommes, les femmes sont adeptes et quelques hommes. La jeunesse entière n'est pas adepte, elle ne s'implique pas dans cette religion, d'où la disparition de celle-ci."* Mais avec la disparition des pratiques, c'est la culture traditionnelle qui disparaît car l'animisme c'était avant tout l'affirmation et la permanence des pratiques ancestrales, le lien avec le passé. Ce qui est ainsi en voie de disparition ce sont les valeurs traditionnelles, que l'on oublie au profit de ce qui vient d'ailleurs.

Ce qui frappe aussi c'est que ceux qui souhaitent que les traditions soient sauvegardées reconnaissent implicitement que l'animisme n'est plus en phase avec la société actuelle mais reste néanmoins un fait culturel essentiel à préserver.

Mais c'est avec une certaine résignation que tout cela est dit. Que faire devant un monde qui change ?

L'avenir du Niger

"Le passé il est peut être passé mais on est en train de vivre les séquelles de tout ce passé".

Tous dénoncent la corruption et les détournements. Mais, concernant l'avenir du Niger, les positions des uns et des autres divergent. Certains expriment leur confiance en l'avenir car ils voient dans la population une forte aspiration à la démocratie et une lutte engagée contre "les détournements". Mais parmi ces optimistes, il y a ceux qui considèrent qu'il faudra s'armer de patience car les choses ne peuvent pas évoluer d'un seul coup. Les processus de changement prennent du temps. Mais le Niger a des atouts, des richesses minières et si l'accent est mis sur l'éducation et la santé, le Niger doit pouvoir s'en sortir et même faire des envieux. D'autres, en revanche, expriment un très grand scepticisme sur la valeur des politiques. *"Tous ces gens, ce n'est pas parce qu'ils ont un idéal politique à défendre, on crée un parti simplement parce qu'il faut participer au partage des richesses, des avantages. C'est ça un de nos grands problèmes."* Derrière les belles paroles des politiciens, ils dénoncent l'appât du gain et la recherche de la richesse plus que la volonté de faire évoluer le pays, et ceci concerne tous les partis. Arrivés au pouvoir les gens changent. En outre, certains dénoncent une certaine passivité des nigériens qui attendent tout, ou beaucoup, des ONG si présentes sur leur territoire. Cette politique d'assistanat n'est pas féconde pour une mise en mouvement de la société. Il faut à cet égard se méfier de la gratuité et exiger de la rigueur dans la mise en place des actions comme le font certaines ONG, Tarbiyya Tatali avec le RAEDD ou encore des ONG canadiennes.

Ces propos seraient sans doute à nuancer au vu des nombreux événements politiques vécus par le Niger depuis 2008 : tentative du président Mahamadou Tandja de se maintenir au pouvoir, coup d'état militaire, retour à la démocratie et élection du président Mahamadou Issoufou, alternance politique, importance croissante des collectivités locales, mais aussi enlèvements terroristes, événements en Lybie ... Ils sont le reflet fidèle des éléments recueillis par Antoine à cette date.

Tous les anciens de l'école-mission qu'il a interviewés étaient alors d'accord pour affirmer que démocratie, lutte contre la corruption, développement de l'instruction et de la santé, voilà ce qui devrait permettre au Niger de se développer.

ANNEXE

Notices biographiques

♦ Michel Hamma Issa, né vers 1940, promotion 1949

Originaire de Bozarawa, aujourd'hui un quartier de Dogondoutchi, Michel Hamma Issa fait partie de la première promotion de l'école-mission créée en 1949. Après l'obtention de son certificat d'études, Michel a intégré le Cours Normal de Bohicon au Bénin. De santé précaire, les médecins ont préféré le renvoyer au Niger après la 5^e. De retour au pays, il entre au centre de formation de Maradi et devient instituteur dans l'enseignement public. Il obtient son premier poste le 15 octobre 1959 à Madaoua. Michel occupera de nombreux postes à travers tout le Niger : Dogondoutchi, Terra, Tillabéry, Tahoua, Dosso, Niamey etc. En 1976, il retourne sur les bancs de l'école pour suivre une formation pédagogique plus poussée. Deux ans plus tard, il est nommé directeur de l'école primaire de Tantchia. En 1983, il est approché par la Sœur directrice du Collège Mariama de Niamey qui souhaite l'engager comme surveillant général. Michel refuse, ne voulant pas vivre dans la capitale. Une intervention du ministère de l'éducation l'oblige, toutefois, à reprendre du service pour la mission à Niamey mais en tant qu'agent de l'Etat. Il y passe dix ans. Entre temps, il se lance dans la politique et sera nommé maire de Dogondoutchi, à son insu, en 1993. Il occupera cette fonction durant 34 mois. En 1996, il prend sa retraite officielle mais la Sœur le fait revenir au Collège Mariama. Actuellement, Michel occupe encore son poste de surveillant général. Il est marié et père de 7 enfants.

♦ Jean Maïdabo, né vers... , promotion 1951

Jean est originaire d'Argoum. Il était aux champs lorsque les missionnaires l'ont recruté. Par la suite, son petit frère a fait également l'école-mission et deviendra enseignant jusqu'à l'âge de la retraite ; ses sœurs également mais sans succès. Jean poursuivra jusqu'au certificat d'études mais ne réussira pas les concours pour entrer en 6°. Jusqu'en 1960, il « *traîne* » dans la ville, tantôt boy, tantôt à la recherche de petits boulots. Puis, il obtient un concours et travaillera toute sa vie durant dans l'administration de l'élevage. Jean participe activement à la vie de la commune. Il occupe le poste de secrétaire général du syndicat unique du personnel de l'élevage. Il est également élu président des parents d'élèves depuis 1977 et occupe le poste de secrétaire général de son parti politique. Jean garde un souvenir inoubliable de son passage à l'école-mission et affirme « *Tout ce que je suis devenu, je le dois à l'école-mission* ».

-
- ♦ François Daoura Waho, né vers... , promotion 1952

Originaire de Kalgo, village situé à 7 kilomètres de Dogondoutchi, Daoura Waho François est le troisième d'une fratrie de six. Il est le seul à avoir fréquenté l'école-mission. Sa petite sœur dont il avait demandé l'inscription, n'ira pas au-delà du CM1. Après l'obtention du certificat d'études, les missionnaires l'ont envoyé dans l'actuelle République du Bénin au Cours Normal de Bohicon qui forme les enseignants. Après ces cinq années d'études secondaires (il a redoublé la sixième), François revient au Niger. A l'époque, les élèves formés au Bénin avaient pour obligation, à leur retour, d'enseigner trois ans dans les écoles privées de la mission catholique. Il travaillera 16 années pour les missionnaires à Niamey, Dogondoutchi et Maradi avant de partir dans l'enseignement public. François travaillera jusqu'à l'âge de la retraite en 2000 dans l'enseignement public et notamment à l'inspection. Cette année-là, un ancien élève de l'école-mission fondait le lycée de l'Arewa à Dogondoutchi et demanda son aide. Jusqu'à aujourd'hui, François Daoura Waho travaille toujours dans ce lycée.

♦ Ousman Dan-Lélé, né vers 1943, promotion 1952

Originaire de Kalgo, Ousman Dan-Lélé est le quatrième d'une fratrie de huit enfants du même père et de la même mère. Son père avait eu cinq enfants d'une première épouse auparavant. Il intègre l'école-mission en 1952 et à l'obtention de son certificat d'études en 1958, comme François Waho, originaire du même village, il part également pour Bohicon. Nanti des 8/20ème de son B.E (brevet élémentaire), Ousman démarre en 1963 sa carrière d'enseignant. Celle-ci s'achèvera en 1966. Durant ces trois ans, il a eu l'occasion d'enseigner aux enfants du président de l'époque, Diori Hamani, et deviendra même leur répétiteur. En 1966, il est admis à un concours administratif et travaille pour l'Union Nigérienne de Crédit et de Coopération jusqu'en 1970. Il a ensuite travaillé pour un office de forage pour construire des puits. De 1972 à 1975, Ousman décide de retourner aux études et intègre l'ENA. Le 7 août 1975, il est nommé sous-préfet du département de Madaoua. Il eut toutefois quelques réticences à accepter ce poste car, dans la région où il était affecté, se trouvaient beaucoup de tombeaux de saints musulmans. Or, le 4 octobre 1959, Ousman avait été baptisé mais son nom chrétien, Mathieu, n'apparaissait pas sur les papiers officiels. Il craignait toutefois de ne pas être accepté par les populations locales. Finalement, ce n'est pas à Madaoua mais à Tahoua qu'il sera affecté et occupera son premier poste de commandement. Il sera également sous-préfet de Tanout. En 1978, il passe le concours professionnel de l'ENA pour atteindre le niveau supérieur. Après ses trois nouvelles années d'études, il est nommé Secrétaire Général de la préfecture de Tahoua, puis sous-préfet d'Arlit de 1983 à 1984. Il assumera des fonctions dans le commandement des collectivités territoriales jusqu'à l'âge de la retraite en 1998. Revenu au village, il est nommé président d'une coopérative paysanne. Ousman est actuellement le Secrétaire Général de la commune de Dogondoutchi. Mais Mathieu, comme seuls ses anciens camarades de l'école peuvent l'appeler, est également depuis sa jeunesse écrivain et poète. Il y a d'ailleurs été encouragé par Andrée Clair, collaboratrice de Boubou Hama, dans les années 1970. En 2005, deux tomes de ses poèmes ont été publiés sous le titre *Cueillettes*.

◆ Joseph Seydou Allakaye, né vers 1948, promotion 1953

Originaire de Kalgo, Joseph Seydou est né vers 1948. Il est le premier garçon d'une famille composée d'une vingtaine de personnes. Il a été recruté par erreur à l'âge prématuré de 5 ans. Son père opposé au départ de son aîné a tenté de le cacher. Joseph Seydou est resté plus d'une semaine à l'abri avant d'être embarqué *manu militari* par les gardes Cercle. Au bout de deux ans, il rattrape son retard et devient, malgré son jeune âge, l'un des meilleurs élèves. Après l'obtention de son certificat d'études, il intègre le Collège Classique et Moderne de Niamey. Après le lycée, Joseph Seydou a embrassé la carrière de journaliste à l'âge de 19 ans. Journaliste de l'Etat dans un premier temps, il « étouffait » car la presse gouvernementale était étroitement encadrée. A partir de 1991 et l'ouverture démocratique, il rejoint une équipe et participe à la création d'un organe de presse privé, *Le Républicain* où il exerce toujours. Joseph Seydou n'envisage pas la retraite, « *Tu veux me rendre malheureux, empêche moi de travailler !* » dit-il. Il est marié et père de 4 enfants.

♦ Luc Maïdagi, né vers 1946, promotion 1953

Originaire du village de Togone, situé à 7 kilomètres de Dogondoutchi, Luc Maïdagi est le benjamin d'une fratrie de six enfants. Il a intégré l'école-mission en 1953. Son grand frère a fréquenté l'école mais seulement une année. Quelques-uns de ses cousins sont également passés par la mission. Au moment, où il a été recruté, Luc ne voulait pas être scolarisé et, à plusieurs reprises, il a fui, obligeant le commandement de Cercle à envoyer les gardes pour le ramener.

Après l'obtention du certificat d'études en 1959, Luc est entré au Collège Classique et Moderne de Niamey, qui forme l'élite du pays. Il a poursuivi ses études jusqu'en seconde. À l'époque l'administration avait besoin d'agents. Issu d'un milieu peu aisé, Luc a décidé d'arrêter ses études pour travailler. En 1964, il passe le concours des PTT et devient responsable des bureaux de poste. Il a servi pendant dix ans et a occupé des postes à Niamey, Birnin Konni, Tera, Nguigmi et Birnin Gaouré. Entre temps, il a suivi une formation de trois ans pour devenir contrôleur des PTT. En 1974, Luc passe le concours professionnel de l'Ecole Nationale de l'Administration (ENA) pour atteindre le niveau supérieur. En 1978, après quatre années d'études, il est nommé sous-préfet de Diffa. De retour à Niamey en 1980, il devient secrétaire général de l'ENA. Après 9 ans dans ce service, Luc demande un détachement et devient directeur des ressources humaines au service des caisses nationales de la sécurité sociale pendant trois ans. Il a ensuite demandé une disponibilité pour retourner à Togone se reposer. Mais une fois de retour, il est nommé chef de village, en 1994. Après cette disponibilité, il est retourné à la Fonction publique et est affecté au poste de responsable de la division pensions et retraites jusqu'à ce qu'il atteigne, à son tour, l'âge de la retraite.

Luc Maïdagi est un exemple de réussite sociale. Issu d'un milieu pauvre, il a atteint le sommet par la voie professionnelle et obtenu un niveau équivalent à celui de la maîtrise alors qu'il avait arrêté ses études en seconde. Catholique et baptisé depuis le lycée, il avoue s'être senti isolé, notamment lorsqu'il a occupé le poste de sous-préfet. Marié et père de 12 enfants, Luc, qui se définit lui-même comme un autodidacte, a fait beaucoup pour son village d'origine. Il coule aujourd'hui une retraite paisible à Dogondoutchi.

◆ Marc Elo, né vers..., promotion 1954

Originaire de Bagaji, Marc Elo intègre l'école-mission en 1954. Comme il était le seul enfant de la famille, sa mère ne voulait pas voir son fils partir. C'est son oncle qui l'a amené à Dogondoutchi. Marc tentera de fuir de l'école et c'est le fils du Baura qui le ramènera. Après l'obtention de son certificat d'études, en 1960, Marc part à Bohicon pour devenir enseignant. A son retour, il enseignera une année à l'école-mission de Dogondoutchi, puis à l'école Canada de Niamey, de 1966 à 1970, où il occupera, pendant un an, le poste de directeur. Marc deviendra par la suite le premier directeur africain de l'école-mission de Zinder. En 1972, il retourne à Niamey et occupe le poste de directeur de l'école-mission de garçons jusqu'en 1988. De 1988 à 1998, il occupe le poste de directeur de l'école Canada garçons, toujours à Niamey. Enfin, depuis 1998 jusqu'à ce jour, Marc est le chef du personnel de cette même école. En décembre 2008, il quittera ses fonctions pour prendre sa retraite. Marc est père de 7 enfants.

♦ Karimou Jean-Marie Ambouta, né vers 1949, promotion 1955

Originaire du village de Méfalalé, situé à 5 kilomètres de Bagaji, Karimou Jean-Marie a été recruté par les missionnaires avec son frère à l'âge de 6 ans. Après le certificat d'études, les missionnaires l'ont envoyé au Burkina Faso dans un collège privé à Toussiana. Après un an, il demande le baptême qu'il reçoit à Dogondoutchi pendant les vacances. Après le BEPC, Karimou Jean-Marie fut contraint d'enseigner 3 ans dans les établissements de la mission catholique. C'était une sorte de contrat moral que devaient respecter les élèves passés par l'école-mission. Mais, lui, voulait continuer ses études. Pendant ses trois années d'enseignement effectuées à l'école Canada garçons de Niamey, Karimou Jean-Marie a préparé des concours pour obtenir une bourse en vue de continuer ses études. Reçu premier au concours d'entrée d'un établissement agricole situé en Côte d'Ivoire, il avertit les prêtres de son départ. Opposé à son choix, l'évêque, voyageant par le même avion pour Abidjan, refusa que son chauffeur vienne le chercher comme prévu. Par chance, Karimou Jean-Marie parviendra tout de même à prendre l'avion mais depuis ce jour, il n'est plus pratiquant. Revenu de Côte d'Ivoire avec l'équivalent du baccalauréat, il poursuit ses études à l'Université de Niamey pendant deux ans, puis à l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA). Doté d'une maîtrise en sciences de l'agronomie, il obtient une bourse et poursuit à l'Université de Nancy en DEA. Rapatrié *manu militari* pour devenir ingénieur agronome, il enseignera également à l'école d'agronomie tout en préparant sa thèse qu'il soutient en 1984. Il devient maître-assistant puis doyen de la faculté d'agronomie jusqu'en 1990. Par la suite, il obtient une bourse et part au Canada où il effectue son doctorat durant quatre années. Réélu doyen pour trois ans à son retour en 1994, Karimou Jean-Marie est depuis lors maître de conférences. En 2011 il devient recteur de la nouvelle université de Tahoua. Marié et père de six enfants, il a beaucoup agi pour le développement de son village, participant financièrement à la construction de puits, d'un dispensaire et d'une école.

◆ Maïno Bétou, né vers 1950, promotion 1956

Originaire du Village de Togone, situé à 7 kilomètres au nord de Dogondoutchi, Maïno Bétou a intégré l'école-mission en 1956. Bien que les missionnaires aient déjà recruté des enfants dans son entourage, son grand frère notamment, il n'avait qu'une vague idée de ce qui l'attendait et c'est avec un peu de crainte qu'il a pris le chemin de l'école. Après le certificat d'études, Maïno intégrera le centre de formation de Maradi qui forme les enseignants du public. Chrétien, Maïno avoue s'être senti mal à l'aise et marginalisé dans le milieu fonctionnaire. « *Le milieu m'a gagné* » dira-t-il et, en 1973, il se convertit à l'Islam. Un jour, un de ces collègues lui dit : « *Il faut que l'on rentre chez nous cela suffit comme ça* », « *Je n'ai pas le temps* » lui a répondu Maïno. Mais cet ami bien intentionné formulera une demande à son insu et, en 1976, Maïno rentre à Dogondoutchi. En 2000, après trente années de service, il prend sa retraite. Mais, comme pour François Daoura Waho, « *le grand frère* » Gérard, qui a fondé le lycée de l'Arewa, est venu le chercher pour travailler avec lui. A ce jour, Maïno, père de 11 enfants, occupe toujours son poste.

♦ Serge Guero Bida, né en 1957, promotion 1964

Originaire de Ligido, situé à 7 kilomètres de Dogondoutchi, Serge est entré au CI (Cours d'Initiation, première classe de l'enseignement primaire au Niger), à l'école-mission de Niamey où il vivait avec son grand frère qui travaillait à la CFAO (Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest). Un mois après, il a rejoint l'école-mission de Dogondoutchi car son frère devait partir en France. Après l'obtention de son certificat d'études, il a poursuivi ses études au collège Issa Béri de Niamey jusqu'au BEPC. Il a ensuite intégré le cours Normal de Tahoua pendant un an et celui de Zinder pendant deux ans. Son parcours se poursuit à la faculté des Lettres, Serge devient alors enseignant d'histoire et de géographie pendant sept ans au cours desquels il est nommé directeur, le 16 septembre 1988. A partir de 1992, Serge entame une autre carrière : celle d'un professionnel du développement. Il commence au BALD, Bureau d'Animation et de Liaison pour le Développement. Il parfait sa formation au CESAIO, Centre Economique et Social de l'Afrique de l'Ouest puis à l'Université catholique de Lyon au CIEDEL, Centre International d'Etude pour le Développement Local, de 1993 à 1995. Dès lors, Serge travaillera dans de nombreuses ONG. Ingénieur en développement local, il fut, entre autres, consultant permanent auprès du Bureau Régional Afrique de l'Ouest de l'Union Mondiale pour la Nature, agent de programme de la coalition d'ONG Solidarité Canada Sahel (SCS) au Niger et Coordinateur national du Programme Renforcement de la Société Civile au Sahel. Serge est également, depuis 2004, consultant permanent auprès de l'Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme. Lutte contre la désertification, renforcement des capacités institutionnelles, prévention et gestion des risques, renforcement de l'état de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance... Bref, le parcours de Serge est pour le moins riche. Depuis 2008 cependant, il est retourné à la fonction publique, à la DRESS, Direction Régionale des Enseignements Secondaire et Supérieur mais souhaite revenir dans le monde des ONG très vite.



Antoine de Léocour a recueilli ces témoignages au Niger en 2008 dans le cadre d'un séjour solidaire avec Tarbiyya Tatali et de ses études de master. Il a ensuite travaillé pour diverses organisations humanitaires, au Niger puis en Centrafrique. Revenu au Niger pour s'y marier, il a été enlevé à Niamey le 7 janvier 2011 et il est mort d'une balle dans la tête du côté de la frontière entre le Niger et le Mali le lendemain. Il avait 25 ans.

Antoine, tu n'es plus là, mais notre combat pour l'amitié, la vérité, la justice et le dialogue entre les peuples continue.